

YOUSSEF AMRANI

Cabinet royal, Maroc

INTRODUCTION :

1. Je dois commencer par remercier nos hôtes au Forum de Doha pour leur accueil chaleureux et plus particulièrement pour avoir fait le choix d'un sujet de discussion clair et ambitieux.
2. Si nous nous arrêtons un instant pour réfléchir à l'état extrêmement volatile actuellement des affaires internationales, « l'avenir du Moyen-Orient » peut sembler être une question impossible à résoudre. Mais il faut qu'une réponse y soit apportée, qui doit être une réponse collective.
3. Alors que nous assistons en ce moment à des événements qui ébranlent les fondamentaux de la géopolitique traditionnelle (qu'il s'agisse du Brexit ou du résultat des élections présidentielles aux États-Unis, ou encore des grands défis mondiaux du XXI^e siècle que sont les tensions croissantes qui se renforcent dans tous les domaines (sécurité, migration, environnement...), l'avenir n'a jamais paru aussi incertain.
4. Nous sommes indubitablement à la croisée des chemins, et l'heure est venue de choisir lequel prendre, en tant que région et en tant que communauté internationale. Je suis donc d'accord avec nos hôtes, il est absolument impératif, maintenant plus que jamais, de réfléchir au type d'avenir que nous voulons pour notre région.
5. L'heure est aux discussions courageuses, aux dialogues honnêtes et aux échanges d'idées authentiques susceptibles de nous aider à construire ensemble des lendemains meilleurs.

LE PRESENT : LA SOMBRE REALITE DU MOYEN-ORIENT DANS UN MONDE QUI EVOLUE RAPIDEMENT

6. Avant de pouvoir parler d'avenir, nous devons nous confronter à la sombre réalité actuelle et accepter quelques vérités difficiles.
7. Il y a tout d'abord l'urgente réalité des violents conflits en Syrie, en Libye, au Yémen, en Irak... Tous ces pays semblent embourbés dans un status quo difficile à résoudre, qui est une menace d'instabilité encore plus grande et de tragédies humaines épouvantables.
8. Il y a ensuite la grande question palestinienne, qui reste non résolue mais qui est actuellement reléguée au second plan dans la hiérarchie des urgences. Cela n'en diminue pas pour autant son importance, car elle reste au cœur des revendications du monde arabo-musulman. C'est la cause qui alimente le plus couramment la frustration des populations et des générations, et son caractère désespéré est l'un des aspects les plus souvent invoqués par ceux qui choisissent la voie de l'extrémisme.
9. Parallèlement, le manque de gouvernance et de développement sont devenus encore plus problématiques. Les nombreuses crises dans notre région ont gravement touché les économies, détruit les infrastructures d'État, et réduit la place accordée aux droits de l'homme les plus fondamentaux.
10. Dans ce contexte, l'absence de coopération régionale effective, associée à la faiblesse des institutions et à une mauvaise politique, viennent encore aggraver un mélange d'ingrédients déjà très toxiques. Il reste bien peu d'espoir pour les partenariats ambitieux et la coopération efficace dont on a urgemment besoin pour démêler la toile des difficultés socio-économiques chroniques, qui vont de la pauvreté à la marginalisation en passant par le chômage des jeunes, et qui conduisent inévitablement à l'extrémisme et au terrorisme.



11. Cela nous conduit à évoquer la menace que représentent Daech et d'autres groupes radicalisés qui ont pris notre foi en otage et qui s'en servent pour exploiter la peur d'individus privés de droits, afin de propager la haine, l'ignorance et la division. Les tensions sectaires ont augmenté, des communautés entières ont été déplacées et un nombre toujours plus élevé d'innocentes victimes tombent chaque jour, car le danger sans précédent du radicalisme et de l'extrémisme violent continue de croître. La capacité des États à fonctionner et à gouverner est ébranlée, la paix et la stabilité internationales sont face à une menace existentielle majeure.
12. La situation extrêmement instable au Moyen-Orient est rendue encore plus complexe par les profondes transformations politiques, sociétales et humaines qui ont lieu à plus grande échelle :
- i. La montée des mouvements politiques populistes en Occident qui exploitent la peur de l'autre et souvent l'islamophobie,
 - ii. L'émergence d'un monde asymétrique, dirigé par de nouveaux acteurs non traditionnels et non étatiques, et de profonds changements dans nos moyens de communication, où le virus des médias sociaux prend le pas sur le journalisme factuel,
 - iii. L'explosion démographique et la demande en perpétuelle croissance des ressources de notre planète, lesquelles sont en diminution... (changement climatique, migration, santé dans le monde et catastrophes naturelles, etc.).

La liste des nouveaux défis est infinie, et nous ne les comprenons pas encore parfaitement.

13. Qu'est-ce que tout cela signifie pour notre région ? Pour l'avenir du Moyen-Orient et pour sa place dans le monde ? Par où commençons-nous à essayer de résoudre à la fois les conflits actuellement figés et enracinés dans l'histoire, et les nouvelles menaces complexes qui surviennent au XXI^e siècle ?
14. Les questions sont effectivement immenses, mais les réponses ont un dénominateur commun évident : nous devons travailler ensemble.
15. Cela m'amène à poser la vraie question : pourquoi la communauté internationale ne parvient-elle toujours pas à résoudre tout cela ? Pourquoi restons-nous si profondément divisés sur l'approche, les méthodes et les moyens qui peuvent nous aider à collaborer pour résoudre les crises en cours ?
16. La situation qui prévaut actuellement dans la région confirme qu'aucun acteur étatique ni aucun acteur multilatéral, aussi puissant soit-il, ne peut imposer seul des solutions pour sortir des crises et du terrorisme.
17. Aujourd'hui, on constate que la communauté internationale n'a pas été capable d'apporter de solution aux crises actuelles, et particulièrement à travers la réforme du Conseil de sécurité. Les divisions entre les membres du Conseil de sécurité concernant la Syrie ou l'impasse persistante du processus de paix israélo-palestinien sont des exemples de ces dissensions....
18. Il est impératif que l'Organisation des Nations Unies soit davantage représentative des équilibres régionaux et mondiaux actuels, et qu'elle soit capable de traiter efficacement les questions urgentes qui peuvent menacer la stabilité et la paix.

LA NECESSITE D'UN NOUVEAU MODELE DE MONDIALISATION ET DE LA RENAISSANCE DE L'ÉTAT :

19. L'une des raisons évidentes de l'échec de la communauté internationale à collaborer efficacement (que ce soit au niveau régional, sous-régional ou multilatéral) est la crise identitaire que l'État-nation traverse depuis que la mondialisation s'est imposée.

- 20.** La mondialisation a commencé comme un mouvement fort pour le bien de tous, destiné à ouvrir les frontières, à encourager la libre circulation des idées, des marchandises et des personnes, et à diffuser les valeurs libérales partout dans le monde. Les populations allaient ainsi avoir accès à des idées progressistes et se rendraient évidemment compte que c'était la route à suivre pour avancer.
- 21.** Mais ce n'est pas exactement ça qui s'est passé :
- iv.** La concurrence est devenue incontrôlable, beaucoup ont même parlé de concurrence déloyale.
 - v.** De nombreuses personnes ont perdu leur emploi et des industries entières appartiennent désormais au passé. Les idées et les activités nouvelles les ont effrayées.
 - vi.** Les traditions ont été remises en cause et les identités ont commencé à se fragiliser face à de tels changements.
 - vii.** La peur a pris le dessus et maintenant, la mondialisation est considérée comme la racine du mal, et même de tous les maux.
- 22.** Allons-nous pour autant abandonner l'expérience de la mondialisation ? Ou allons-nous essayer de maintenir les choses comme elles sont et nous lancer dans un combat inutile pour sauver « ce qui s'est toujours fait » ? Bien évidemment, ni l'un, ni l'autre.
- 23.** La mondialisation a apporté de nombreuses évolutions positives. L'innovation, l'éducation, la prospérité n'ont jamais été aussi répandues. Des régions et des pays qui étaient « sous-développés » sont devenus des régions et des pays « en développement », puis « émergents ». Certains de ces pays sont même devenus les nouvelles superpuissances du XXI^e siècle.
- 24.** L'Asie a explosé sur la scène mondiale, l'Amérique latine progresse sûrement et visiblement. L'Afrique s'impose comme le continent du futur, en trouvant elle-même des solutions à ses nombreuses difficultés. Le Moyen-Orient a également réussi à se développer en dépit de la grande instabilité qui freine l'évolution de la région. À cet égard, le Conseil de coopération du Golfe est un modèle de réussite exceptionnelle.
- 25.** Mais la mondialisation effrénée a aussi été le théâtre de l'accroissement de nombreuses inégalités et de l'exclusion. Cela nous oblige à nous demander à quel moment les choses se sont mal passées. Les citoyens ne veulent pas que ça continue. Les responsables politiques en place n'ont pas voulu les écouter et ils ont eu tort. Les électeurs se sont exprimés clairement pour le dire, de manière très inattendue.
- 26.** Quelques messages clairs ressortent de ces grandes tendances :
- i.** La réponse aux échecs de la mondialisation ne consiste pas à revenir en arrière. La mondialisation est elle-même arrivée en réponse à d'autres échecs qui l'avaient précédée. C'était une manière de combattre l'hégémonie politique et les idéologies totalitaires qui avaient déclenché les deux guerres mondiales. La mondialisation est un modèle qui peut être sauvé, mais qui doit reconnaître ses échecs et qui doit évoluer, en remettant les citoyens au cœur de son évolution.
 - ii.** L'État-nation n'est pas un concept dépassé. Un État-nation fort est un élément fondamental qui permet de constituer une communauté internationale stable, pacifique et efficace. La mondialisation incontrôlée a semblé rendre l'État inutile, et cela a mené à un système international faible et inefficace, dans lequel les organisations multilatérales n'ont pas réussi à apporter aux citoyens ce qu'ils attendaient et dont ils avaient fondamentalement besoin. Les Nations unies ne sont pas parvenues à résoudre les crises

régionales comme celle de la Syrie ou le conflit israélo-palestinien, et elles ne peuvent pas non plus traiter convenablement l'urgence globale concernant les réfugiés. Même le système régional le plus intégré et le plus prospère, à savoir l'UE, connaît aujourd'hui une crise profonde.

- iii. Au XXI^e siècle, la question de l'identité est au cœur de la politique. Nous devons trouver le moyen d'arriver à avoir des espaces sécurisés dans lesquels toutes les identités pourront s'exprimer et coexister pacifiquement. L'État, sous sa forme démocratique et pluraliste, est jusqu'à présent le seul système capable d'offrir ce type d'espace.
- iv. C'est la raison pour laquelle nous devons protéger la stabilité et la souveraineté des États. Nous devons également donner à chaque État le temps de trouver le meilleur modèle pour répondre aux aspirations de sa population. Cela ne doit jamais se faire dans la précipitation, ni être imposé. Il est très important que nous collaborions, en tant qu'États, de manière constructive, en encourageant les progrès mais sans jamais interférer.

ALLER DE L'AVANT ET JOUER NOTRE ROLE EN TANT QUE REGION :

- 27. En cherchant à collaborer pour traiter ces questions à travers un modèle mondial plus équitable, plus pragmatique et plus efficace, nous devons réfléchir à notre rôle en tant que pays du Moyen-Orient. Cela commence par faire notre travail en interne en termes de bonne gouvernance, de démocratie et de réformes structurelles.
- 28. Cela signifie aussi élaborer, en parallèle, une intégration régionale cohérente et un modèle régional innovant qui pourront nous aider à favoriser la stabilité nécessaire au développement interne.
- 29. À cet égard, j'aimerais vous faire part de quelques avis concernant les réponses collectives qui devraient s'inscrire dans une véritable démarche de changement de nos méthodes de travail, en tant que région, pour relever nos défis communs et traiter leurs causes profondes :
 - Nous devons créer un modèle de gouvernance mondial basé sur le respect des spécificités de chaque pays et de chaque région. Le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ont été les grands principes qui nous ont aidés à construire les Nations unies. Cela nous a permis de promouvoir la mondialisation dans ses aspects les plus positifs. Mais quand ces principes ont été considérés comme dépassés et érodés, cela a entraîné un grand nombre des problèmes graves auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.
 - Nous devons travailler à la construction des fondations d'un nouvel ordre économique, plus équitable. Il faudra que ce soit un ordre économique inclusif, dans lequel le citoyen sera prioritaire et dans lequel le progrès et l'évolution seront définis dans le cadre du « développement humain », dans son acceptation holistique.
 - Nous avons besoin d'une intégration régionale forte et proactive pour lutter contre le sous-développement du Moyen-Orient. Notre région est riche de sa jeunesse et de ses ressources complémentaires. Nous devons arrêter de reporter nos problèmes sur les autres et commencer à collaborer plus étroitement pour résoudre nos problèmes en accord avec nos valeurs et nos croyances. Malgré nos différences, le reste du monde nous voit comme un tout. Nous devons agir en ne faisant qu'un, au lieu de continuer à subir les conséquences du fait d'être globalement victimisés.

- Nous devons résoudre la question de l'identité de notre région. Au Moyen-Orient, les problèmes d'identité et de divisions partisans sont enracinés dans la foi et en conséquence, nous devons collaborer à la déconstruction du discours djihadiste qui cherche à dénaturer l'Islam. Cela signifie travailler ensemble, avec les chefs religieux, la société civile, les jeunes, pour communiquer de façon à pouvoir casser le discours de la haine et de la violence.
- Le principal défi, dans la lutte contre le terrorisme, est le contrôle des personnes radicalisées. À cet égard, la cohérence des stratégies et des opérations de communication est également essentielle pour contrer le discours extrémiste, dans la mesure où les efforts déployés par les États à titre individuel seront toujours insuffisants pour lutter contre une menace planétaire. C'est à nous de mettre en place les mécanismes nécessaires qui peuvent protéger notre région de la menace terroriste. Cela implique d'adopter une approche basée sur une stratégie réaliste, complète et cohérente et de s'impliquer fortement au niveau des médias : les chefs religieux jouent un rôle très important pour prôner la paix et la tolérance et pour éduquer les personnes qui partagent leur foi à respecter les autres religions. Mon pays, le Maroc, essaie de faire de son mieux dans ce domaine : le Maroc est armé pour aider à préserver et à promouvoir l'expression de l'Islam sunnite grâce à son expérience des réformes dans le domaine religieux, lesquelles ont été initiées par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ce qui a été fondamental dans la lutte contre toutes les formes d'extrémisme, par la diffusion de l'Islam malikite, qui prône des idéaux de dialogue, de tolérance et de modération.

LES EFFORTS DEPLOYES PAR LE MAROC EN TANT QU'ACTEUR INTERNATIONAL ENGAGE :

- 30.** Toutes ces réponses collectives, le Maroc a cherché à les appliquer à lui-même, en les adaptant aux besoins, aux réalités et aux valeurs de ses citoyens. Cela a conduit à l'élaboration d'un modèle marocain spécifique basé sur une vision mondiale et axée sur les citoyens, une approche populaire pour construire un pays moderne.
- 31.** Depuis le tout début de Son règne en 1999, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a dirigé le pays selon un programme de réformes progressif, endogène et irréversible qui a aidé notre pays à renforcer sa résilience et ses institutions. Ce programme était basé sur une vision (pour une société démocratique, plurielle, ouverte) et sur une approche de recherche de partenariats inclusifs et de solutions locales réalistes à des problèmes précis.
- 32.** Ce programme d'évolution mesurée mais irréversible a joué un rôle essentiel pour aider le Maroc à se protéger de l'instabilité régionale au sens large et des crises économiques qui ébranlent notre région aujourd'hui.
- 33.** La première étape du modèle de réforme démocratique du Maroc a été de renforcer le pays en créant une société plus juste, plus inclusive. Le développement humain est devenu la force vive de toutes les politiques publiques, car Sa Majesté a lancé en 2005 l'Initiative nationale pour le développement humain. De nouvelles méthodes de travail ont été adoptées, qui ont permis de rassembler l'administration publique et la société civile autour de projets solidaires développés par les collectivités locales pour répondre à leurs besoins (amélioration du logement, eau, électricité, éducation, etc.). Ces projets ont accordé la priorité aux personnes les plus vulnérables de notre société : les femmes, les handicapés, et plus spécialement, les jeunes.
- 34.** Parallèlement à la réforme sociale, un programme économique ambitieux a été établi autour de projets clairs, définis par secteurs, avec fixation d'objectifs (ex : programme écologique pour le Maroc, Vision 2020 du tourisme marocain) et stratégies en matière de grandes infrastructures, destinés à améliorer les capacités inhérentes et la compétitivité du Royaume au niveau mondial (ports de Tanger Med et de Nador Ouest Med, grands axes routiers, trains express LGV, automobile, aéronautique, logistique et énergie ...).

- 35.** La priorité a également été donnée aux questions concernant l'avenir de la planète, et plus particulièrement à la question du changement climatique. Le Maroc a initié une politique proactive de développement durable et de protection de l'environnement au niveau national, tout en jouant également son rôle sur la scène internationale. L'organisation de la COP22 au Maroc en novembre 2016 est une claire reconnaissance des efforts novateurs du Royaume dans ce domaine.
- 36.** Un autre aspect frappant de l'évolution singulière du Maroc a été que pendant que l'ordre établi essayait de résister au changement dans d'autres parties du monde, Sa Majesté le Roi a été à l'écoute des souhaits de la population et a mis en place des réformes audacieuses pour y répondre. Toute une série de réformes majeures pour une bonne gouvernance et en faveur des droits de l'homme ont été mises en place, et ont abouti à la réforme constitutionnelle marquante de juillet 2011 qui fut largement adoptée par référendum populaire.
- 37.** Les élections législatives qui ont eu lieu le mois dernier, le 7 octobre 2016, prouvent que grâce à ces réformes démocratiques, les institutions politiques du Maroc sont solides, stables et en évolution. Ces élections, qui ont été saluées par la Communauté internationale pour avoir été menées librement, avec équité et en toute transparence, ont été contrôlées par 68 organes nationaux et internationaux, et notamment par 316 observateurs étrangers. Des réformes ont été mises en place qui ont permis d'avoir une plus grande participation des femmes et des jeunes au Parlement.
- 38.** Toutes ces réformes ont jeté les bases d'un projet audacieux imaginé par Sa Majesté pour inscrire fermement une politique décentralisée, axée sur les citoyens, dans le modèle de gouvernance marocain à travers le Projet de Régionalisation Avancé. Ce projet, lancé par le Souverain, vise à promouvoir la décentralisation des pouvoirs aux régions locales, afin qu'elles puissent mettre en œuvre des politiques intégrées et durables adaptées aux besoins de chaque communauté. Ce Projet de Régionalisation Avancé reflète la réalité de l'identité plurielle du Maroc, ainsi que son engagement à construire une économie forte et diversifiée qui puisse générer de la richesse, créer des emplois, réduire les inégalités et arriver à la justice sociale pour tous.
- 39.** Le fait que le Maroc se concentre sur le citoyen et sur le besoin d'inclusivité est mieux exprimé dans le discours prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour l'ouverture du Parlement le 14 octobre 2016 : « Chacun est chargé de garantir l'efficacité des agences d'État et d'améliorer la qualité des services qu'elles fournissent, parce que c'est l'épine dorsale de toute réforme et que c'est fondamentalement important pour arriver au développement et au progrès dont nous voulons que nos citoyens bénéficient ».
- 40.** Enfin, j'aimerais mentionner l'élément qui a résulté des mesures prises jusqu'à présent dans le cadre du processus de réforme interne du Maroc, et cet élément, c'est la solide confiance internationale et la large reconnaissance du Maroc comme un allié fiable et un partenaire international actif.
- 41.** Le flux continu d'investissements étrangers directs, le soutien positif apporté par des organes internationaux comme le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que la conclusion de nouveaux partenariats stratégiques avec la Russie, la Chine, l'Afrique de l'est sont autant de preuves que l'empreinte internationale du Maroc est plus que jamais en train de se renforcer.
- 42.** Il y a aussi un grand respect pour certaines initiatives courageuses qui ont été prises pour traiter les grandes questions comme l'extrémisme religieux. Aujourd'hui, les connaissances du Maroc en matière de déradicalisation sont recherchées en Europe, en Afrique, et au Moyen-Orient, et le leadership religieux de Sa Majesté a conduit à l'émergence d'une diplomatie positive et tolérante.
- 43.** Grâce à sa présence internationale, le Maroc cherche à développer une coopération efficace et des partenariats gagnant-gagnant susceptibles d'apporter des solutions durables à de nombreux problèmes courants auxquels



nous sommes confrontés. Le Maroc souhaite agir en partenaire responsable, à la fois avec ses alliés habituels et aussi en créant de nouvelles opportunités avec de nouveaux accords de coopération.

- 44.** La diversification des partenariats internationaux du Maroc repose sur ses alliances spéciales qui ont résisté à l'épreuve du temps. La région du Golfe est aujourd'hui le partenaire stratégique le plus important du Maroc et nous collaborons efficacement avec ces pays dans tous les secteurs et dans de nombreuses régions du Moyen-Orient et d'Afrique.
- 45.** Les alliances centenaires du Maroc avec les puissances occidentales et ses grandes alliances avec les États-Unis et l'UE sont aussi un pilier de sa diplomatie, dont ses partenaires au Moyen-Orient et en Afrique bénéficient aussi.

CONCLUSION

- 46.** J'ai développé en détail le modèle marocain, parce que je crois humblement qu'au niveau national, grâce à un Souverain visionnaire et à une population activement impliquée, nous avons pu démontrer qu'un ingrédient fondamental était nécessaire à notre région pour qu'elle puisse prospérer : la coopération.
- 47.** La coopération est nécessaire à tous les niveaux pour garantir un avenir de paix et de stabilité au Moyen-Orient :
- i.** Il faut une coopération authentique sur le plan national, avec la société civile, les communautés d'affaires, en incluant nos minorités et en plaçant la dignité humaine et la solidarité au cœur de la politique.
 - ii.** Nous devons absolument travailler ensemble au niveau régional et au niveau international parce que l'importance des problèmes auxquels nous sommes confrontés (dans le domaine de la sécurité, des ressources, de la santé, etc.) dépasse largement ce que chacun de nous peut arriver à résoudre seul.
 - iii.** Nous devons aussi travailler ensemble avec de nouveaux acteurs (des ONG, des entreprises spécialisées dans les médias sociaux) afin de retrouver notre équilibre et de protéger les libertés que nous chérissons tous, sans laisser ceux qui prônent la haine et la violence les exploiter.
- 48.** Nous vivons à l'ère de la mondialisation, et ça ne changera plus. Nous devons nous préparer à faire ce qu'il faut pour trouver en commun des solutions. Le Moyen-Orient est dans une profonde tourmente, et la clé de son avenir réside plus que jamais dans le dialogue, la coopération, la solidarité.
- 49.** Son avenir dépend aussi du fait que ses partenaires internationaux traitent le Moyen-Orient d'égal à égal. Nous devons trouver nos propres solutions à des problèmes que personne ne comprend aussi parfaitement que nous. Nous avons besoin d'être soutenus, et ce soutien doit se construire sur le respect mutuel.
- 50.** Le Moyen-Orient est le berceau des plus grandes religions et civilisations du monde. La paix et la stabilité dans cette région signifient la paix et la stabilité du monde. Aujourd'hui, alors que nous observons le changement rapide de l'ordre du monde, nous devons garantir que notre région est prête à jouer son rôle pour faire en sorte que ce nouvel ordre du monde soit aussi pluriel et diversifié que notre région. Car au bout du compte, et au-delà de toutes nos différences, nous voulons tous la même paix et le même progrès pour nos générations futures.

Jim Hoagland, Contributing Editor, *The Washington Post*

Thank you very much for that. Let me pick up with exactly what you concluded with. You say that Morocco did not wait for the Arab Spring to make reforms. As you look around the Arab world today, what advice would you give to

other Arab countries about proceeding now, at this moment with reforms. What should they be doing? What can they do? How can a country, like Morocco, encourage that development?

Youssef Amrani, Royal Cabinet, Morocco

I think it should follow an inclusive approach that tries to have everyone at work and tries to work on a different culture: a culture of compromise. We must try to listen to each other and compromise within democracy and each country, according to its own specificity. We are not here to give any lessons but we think that, thanks to this vision and this approach, and the instruments, which are transparency, good governance, elections, and also job creation, this is the only way to work towards sharing prosperity and to reach stability. Of course, resolving conflicts, military intervention, and security are important but dignity is in how to respond to the human needs of our population today in the Arab world.